



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 25 novembre 2014,

Unité Territoriale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV.5

Affaire suivie par : Hervé GERMAIN
Réf : HG/ 2014 / n° 1546
Téléphone : 05 61 15 37 50
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : herve.germain@
developpementdurable.gouv.fr

Objet: Société SITA Sud-Ouest à Plaisance-du-Touch

PJ: Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Rapport de l'Inspection des Installations Classées aux membres du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST)

Établissement: Société SITA Sud-Ouest 9-11, rue François ARAGO lieu-dit « La Ménude » 31830
Plaisance-du-Touch

Activités : centre de tri / transit / regroupement de déchets dangereux, non dangereux et inertes.

SIRET : 701 980 203 00510

N° SIIC : 068-4289

Références :

- Décrets n° 2009-1341 du 29 octobre 2009, 2010-369 du 13 avril 2010, 2010-875 du 26 juillet 2010 et 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;
- Circulaire DGPR n° DEVP1029816C en date du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;
- Circulaire DGPR n° DEVPI208015C du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Directive I.E.D. : établissement non concerné.

Garanties financières : visé mais montant des garanties inférieur au seuil libératoire de 75 000 €.

1. Objet du présent rapport

L'objet du présent rapport est d'acter l'évolution du classement lié à la nomenclature des installations classées et les modifications sur les installations, tout en actualisant les prescriptions techniques applicables au site.

2. Présentation de l'entreprise et de l'établissement

La société SITA Sud-Ouest (SASU – Société par Actions Simplifiées à Associé Unique), filiale du Groupe SITA-SUEZ, dont le siège social est situé 31, rue Thomas Edison CS 60072 33612 CANEJAN Cedex, exploite 9-11, rue François ARAGO lieu-dit « La Ménude » 31830 Plaisance-du-Touch, une activité autorisée, en premier lieu par récépissé de déclaration délivré le 09 septembre 2003 à la société SURCA.

Cette activité a ensuite été réglementée par arrêté préfectoral délivré le 16 janvier 2006, puis par un récépissé de changement d'exploitant délivré le 19 avril 2007 à la société SITA Sud-Ouest.

Le classement des activités a été réactualisé par une lettre préfectorale du 4 février 2014, suite aux différents décrets intervenus en 2009/10 modifiant la nomenclature des installations classées relative au secteur d'activité du traitement des déchets et à la circulaire du 24 décembre 2010.

Ce site, hormis le centre de tri / transit / regroupement de déchets non dangereux, regroupe les personnels (100 personnes) de l'Agence Entreprises Midi-Pyrénées de SITA Sud-Ouest, spécialisée sur les marchés des déchets des entreprises et réalise un chiffre d'affaires de 9 M€.

3. Avis de l'inspection sur le projet

3.1 Travaux d'évolution du site de tri / transit / regroupement de déchets:

L'exploitant a déposé le 12 mai 2014 un dossier de demande de modifications, en application des dispositions de l'article R.513-33-II du Code de l'Environnement modifié :

« Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que « la modification est substantielle », le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet :

1° Invite l'exploitant à déposer une demande d'enregistrement pour cette modification lorsque celle-ci relève en elle-même de la section 2. La demande est alors instruite selon les dispositions de la sous-section 2 de cette section ;

2° Fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31 »

Une circulaire ministérielle est intervenue le 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de cet article, proposant un examen au cas par cas, en fonction de certains critères, mais aussi et surtout en fonction des enjeux, de l'importance des dangers et inconvénients induits par des modifications, y compris en cas d'extensions.

Notamment concernant les « Nature et origine des déchets pour les installations de traitement des déchets » il est mentionné les éléments suivants :

« Comme exposé au point a. ci-dessus, le changement de la nature des déchets traités dans l'installation ne conduit pas nécessairement à classer la modification comme substantielle, même si cette modification conduit à introduire une nouvelle rubrique de classement sous le régime de

l'autorisation. Ainsi par exemple, le fait de traiter des déchets non dangereux (rubrique 2791) dans une installation autorisée pour le traitement de déchets dangereux (rubrique 2790) n'est normalement pas une modification substantielle....

Pour l'ensemble des installations de traitement de déchets, une évolution du volume d'activité et des capacités de traitement sera examinée au cas par cas, comme pour les autres installations classées, au regard des impacts et risques générés. »

La seule modification projetée concerne la mise en place d'un broyeur d'une puissance de 55 kW, implanté au sein du bâtiment de tri des déchets non dangereux, en amont de la presse à balles existante.

En fait cet équipement était prévu dans le dossier de demande d'autorisation déposé en mars 2005 par la société SURCA, mais cet investissement n'a pas été retenu et l'installation n'a donc pas été prise en compte dans l'arrêté d'autorisation délivré, suite à la procédure consultative, le 19 janvier 2006.

Les incidences de ces évolutions en terme d'impact sur l'environnement, par rapport aux conditions actuelles d'exploitation, portent notamment sur :

- cet investissement différé aura pour effet d'augmenter la compaction des balles de papier, de limiter leur nombre et donc le nombre de transports induits nécessaires à leurs évacuations, et à limiter les risques d'envol ;
- les nuisances sonores : l'exploitant a fourni les résultats de la dernière campagne de mesures réalisée le 11 avril 2014 (en 3 points de mesure dans l'environnement et en direction des 2 habitations les plus proches) qui indiquent le respect des valeurs limites. L'exploitant envisage de mettre en place ce broyeur à l'intérieur du bâtiment clos et couvert, et de l'équiper d'un caisson insonorisateur. L'inspection propose qu'une nouvelle étude de bruit soit réalisée dans les mêmes conditions, après mise en service de cette modification dans un délai de 6 mois.

Les incidences de ces évolutions en terme de risques sur l'environnement sont les suivantes :

Comme indiqué ci-dessus la demande d'autorisation initiale et donc l'étude de dangers avait été réalisée par un bureau d'études, prenant en compte des scénarios d'incendie :

- zone par zone avec notamment l'aire de stockage de papier foisonné (vidage) et l'aire de stockage de balles de papier ;
- un incendie généralisé ;

la modélisation des effets thermiques été faite des différents scénarios de façon à déterminer les zones de dangers graves pour le vie humaine (flux de 5 kW/m²), et flux de 3 kW/m².

De l'examen des différents scénarii développés, le bureau d'études avait émis plusieurs suggestions d'aménagement ou d'exploitation, et l'exploitant avait alors retenu le principe d'édifier un mur en angle en béton coupe-feu de 3,5 m de hauteur autour de cette zone dédiée aux papiers (mur CF déjà réalisé). Ainsi les zones d'effets ont pu être réduites et circonscrites à l'intérieur des limites de propriété.

En conclusion, l'inspection note que la superficie du site n'a pas augmenté, la nature et les flux des déchets entrants/sortants ne sont pas modifiés. La mise en place d'un broyeur devrait améliorer l'efficacité de l'atelier de valorisation de papier. Cet équipement n'a que très peu d'incidence sur les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par l'exploitation du site, et sur les études d'impact et de dangers déposées initialement, d'autant que cet équipement avait été prévu initialement mais cet investissement a été différé.

Au vu de ces éléments, l'inspection considère que les modifications sont « notables » mais « non substantielles » et doit faire l'objet de prescriptions techniques complémentaires : sur le bruit ; concernant la prévention du risque il n'y a pas lieu de les sévérer les dispositions constructives ayant déjà été imposées (AP du 16 janvier 2006 : article 6.7.4.4).

3.2 Actualisation de classement:

Au vu des décrets des 29 octobre 2009, 13 avril 2010 et 26 juillet 2010 et de la circulaire d'application du 24 décembre 2010, les rubriques de la nomenclature Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ont évoluées de façon conséquente concernant les activités des déchets. L'exploitant a répondu à la demande de l'inspection dans un courrier adressé le 21 février 2011.

Suite au rapport de l'inspection du 13 janvier 2014, une actualisation de classement a été actée par lettre préfectorale du 4 février 2014, mais il semble que 2 rubriques aient été omises (rubriques n° 2260 et 2515 : Cf : tableau ci-dessous et en p.12 du dossier de demande).

Malgré l'actualisation de classement actée récemment des modifications seront à prendre en compte au vu des évolutions réglementaires récentes (décret de modification de la nomenclature du 20 mars 2012 : rubrique n° 2170 avec un champ élargi) et des modifications de conditions d'exploitation projetées (broyeur - rubrique n° 2191).

En effet suite à l'inspection réalisée le 23 avril 2014, l'inspection a invité l'exploitant à déclarer le bénéfice de l'antériorité et des droits acquis quant à l'« apport volontaire de déchets par les producteurs », ce qui a été fait le 13 novembre 2014.

Classement actualisé par une lettre préfectorale du 4 février 2014 :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Classement
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1- Supérieur ou égal à 1 000 m ³	> 1000 m ³ *Tonnage max instantanée 1550 t	A
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	< 250 m ³ (20 t)	NC
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 1- Supérieur ou égal à 1 000 m ³	> 1000 m ³ *Tonnage max instantanée 1550 t	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1- Supérieure ou égale à 1 t	> 1t *Tonnage max instantanée 1550 t -Déchets dangereux et DMS : 0,8t -Battcries : 2 t -Filtres à huile : 0,1 t -Piles : 1 t	A

*le tonnage max instantanée de 1550 t englobe la somme de quantité des rubriques 2714, 2716 et 2718

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Classement
1530-3	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3- Supérieur à 1 000 m ³ , et inférieur à 20 000 m ³	1000 m ³ < Q < 20 000 m ³	D
1532-3	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3- supérieur à 1 000 m ³ et inférieur ou égale à 20 000 m ³	1000 m ³ < Q < 20 000 m ³	D
2663-1	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	V < 200 m ³ (9t)	NC
1450-2b	Stockage de produits facilement inflammables. La quantité étant : 2b- supérieure à 50 kg mais inférieure à 1 t	50 kg < x < 1 t 800 kg de DMS	D
2260-2b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des rubriques 2220, 2221, 2225, 2226... 2 -Autres installations que celles visées au 1 : La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : b) supérieure à 100 kW et inférieure ou égale à 500 kW	Déchets bois 100 kW < x < 500 kW (150kW)	D
2662-3	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 3- supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 1 000 m ³	100 m ³ < x < 1000 m ³ (300 m ³)	D
2515-1c	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets		

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Classement
	<p>non dangereux inertes autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2512-2</p> <p>La puissance installée des installations, étant :</p> <p>1- supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW</p>	<p>Déchets inertes (déchets du BTP)</p> <p>200 kW < x < 550 kW (250 kW)</p>	E
1435-3	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</p> <p>La quantité annuelle de carburant distribuée étant :</p> <p>3- supérieure à 100 m³ et inférieure ou égale à 3 500 m³</p>	<p>100 m³ < V < 3500 m³</p>	DC
2711-2	<p>Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <p>2- supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 1 000 m³</p>	<p>100 m³ < V < 1000 m³ (15t)</p>	D

rubriques auxquelles il convient d'ajouter :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Classement
2710-1 et 2	<p>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</p> <p>1 Collecte de déchets dangereux</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant l'installation étant :</p> <p>b) supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 7 t</p>	<p>$1\text{ t} < x < 7\text{ t}$</p>	<p><i>Avec bénéfice de l'antériorité</i></p> <p>DC</p>
	<p>2 Collecte de déchets non dangereux</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 600 m³</p>	<p>$> 600\text{ m}^3$</p>	<p>A</p>
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux</p> <p>À l'exclusion des activités visées aux rubriques n° 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités étant</p> <p>1. Supérieur ou égal à 10 t/j</p>	<p>Capacité de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 t/j en moyenne ; • 80 t/j au maximum. 	<p>A</p> <p><i>Objet du présent rapport</i></p>

A (Autorisation), E (enregistrement), DC (Déclaration Contrôlée) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

4. Propositions de l'inspection et conclusion

L'inspection propose à Monsieur le Préfet du département de la Haute-Garonne:

- de considérer les modifications projetées comme « notables » et « non substantielles » au regard des dispositions de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement cité ci-dessus, la modification projetée, à savoir la mise en place d'un broyeur en complément de la presse à papiers ;
- qu'un arrêté préfectoral complémentaire soit proposé conformément aux dispositions de l'article R.512.31 et 513.2 du Code de l'Environnement pour prendre en compte les modifications engendrées par rapport aux prescriptions techniques imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaires antérieurs, et actualiser le classement des installations exploitées sur le site de la société SITA Sud-Ouest, établissement de Plaisance du Touch, compte-tenu des évolutions intervenues dans la nomenclature des installations classées et de la modification projetée ;

L'inspection propose à M. le Préfet de la Haute-Garonne de consulter les membres du CODERST et aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport.

L'Inspecteur de l'Environnement



Hervé GERMAIN

Vérifié, et validé le 28/11/14
Pour le DREAL et par subdélégation
L'Inspecteur de l'Environnement



Christine DACHICOURT-COSSART

